

Les Rendez-vous de la Conjoncture Guadeloupéenne

Au 2ème trimestre 2022, l'économie guadeloupéenne reste bien orientée

Porté par une légère amélioration de l'activité, le climat des affaires s'améliore légèrement. Le nombre d'emplois salariés en Guadeloupe continue d'augmenter dans l'ensemble des secteurs d'activité. Le taux de chômage se stabilise à 18,5 % de la population active tandis que le nombre de demandeurs d'emploi baisse. La fréquentation hôtelière et la création d'entreprises atteignent un niveau supérieur à celui du deuxième trimestre 2019.

Le climat du trimestre

Emplois



+ 1,1 %

Taux de chômage



+ 0.1 pts

Déclarations Préalables
à l'Embauche

- 13,5 %

Fréquentation
hôtelière

+ 17,1 %



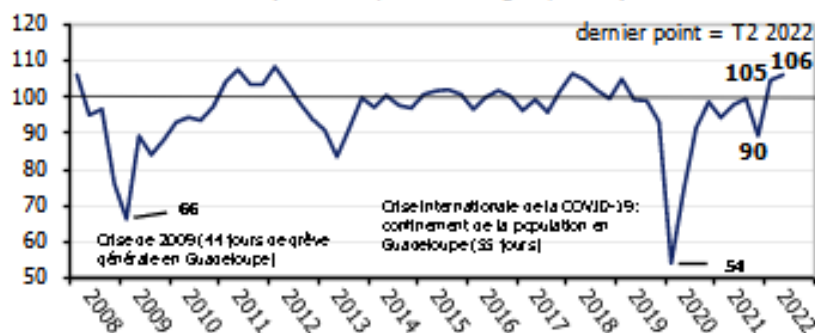
ENTREPRISES

+ 1,7 points

Au second trimestre 2022, l'indicateur du climat des affaires (l'ICA) progresse à 106,5 points (+1,7 point sur trois mois) (figure 1). Les chefs d'entreprises constatent une légère amélioration de l'activité. La reprise économique entamée en 2021 se poursuit, en dépit de fragilités liées au contexte géopolitique. Globalement, l'appréciation du niveau d'activité par les chefs d'entreprise reste prudente. Ils s'inquiètent du poids croissant des charges et des tensions sur les prix. En dépit de difficultés de trésorerie croissantes, le chiffre d'affaires (CA) des entreprises interrogées s'accroît légèrement sur trois mois (+1,3 %).

La hausse des prix et les difficultés d'approvisionnement demeurent au centre des inquiétudes des chefs d'entreprises. Comme au trimestre précédent, ils sont 85 % à considérer un impact du contexte géopolitique sur leur activité, au moins jusqu'au prochain trimestre. Tous secteurs confondus, les chefs d'entreprises estiment un surcoût avoisinant 16 %, depuis le début de l'année. Ils sont désormais près de deux tiers à considérer une répercussion totale sur leurs prix finaux, alors qu'ils étaient un peu moins de la moitié au trimestre précédent. À l'échelle sectorielle, le secteur du tourisme enregistre un net redressement grâce à l'atténuation des restrictions sanitaires. Les professionnels du commerce et des autres services marchands notent également une amélioration de l'activité, en dépit du niveau des prix à la consommation. En parallèle, l'impact du climat géopolitique continue de peser sur les secteurs du BTP, des IAA et des autres industries.

Figure 1 : Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Les perspectives économiques mondiales s'assombrissent

Plusieurs chocs exogènes ont récemment affecté l'économie mondiale : la guerre en Ukraine qui a exacerbé les difficultés d'approvisionnement, notamment énergétique, les confinements stricts en Chine au printemps et les fortes chaleurs en été. Au deuxième trimestre cependant, alors que l'économie américaine se repliait légèrement, les économies européennes ont bénéficié du rattrapage post-covid, notamment dans les services et le tourisme.

En France, l'activité s'est redressée au deuxième trimestre 2022

Après son léger repli en début d'année (- 0,2 % au premier trimestre), l'activité française s'est redressée au deuxième trimestre (+ 0,5 %), tirée par le rebond des secteurs ayant pâti de la vague pandémique (hébergement-restauration, services de transport...). La consommation a progressé modérément, atténuée par des achats de biens de nouveau en baisse, en lien avec la hausse continue de l'inflation. L'emploi est resté dynamique, porté en partie par l'alternance.

Au cours du 2ème trimestre 2022, la CCI-IG a enregistré 388 créations nettes d'entreprises (+ 203 pour les services, + 132 pour le commerce, + 53 pour l'industrie). Par rapport au trimestre dernier, les créations ont augmenté de 22 % dans le commerce, 6% dans l'industrie et de 54 % dans les services. Les branches hébergement restauration, construction et commerces de proximité enregistrent respectivement 78, 29 et 19 créations nettes d'entreprises.

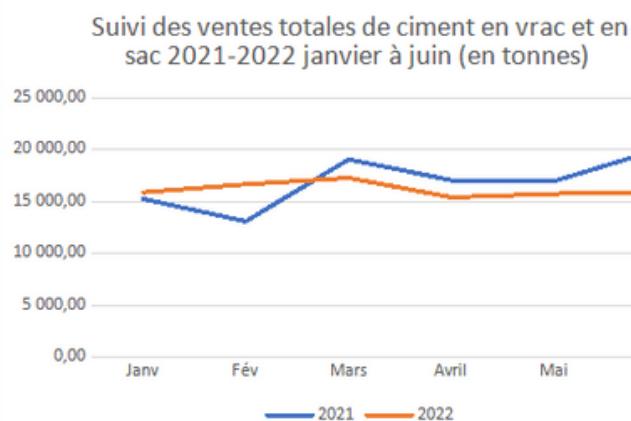
Le territoire le plus dynamique est CAPEX avec 154 créations nettes. Il est suivi par la CARL (+ 84), puis la CANBT (+ 53), ensuite par la CANGT (+ 29), la CAGSC (+ 58) et la CCMG (+8).

Sur la même période, les radiations ont diminué de 86% pour l'industrie, 19% pour le commerce et de 65% pour les services.

Par ailleurs, l'effectif moyen des entreprises nouvellement créées est de 0,48 salarié (-38% par rapport au 1er trimestre 2022).

La tendance à la hausse du nombre de comptes actifs gérés par l'URSAFF constatée depuis le début 2022 se poursuit. Ainsi sur une année, le volume des comptes de la CGSS augmente de 4.29 %. Cette tendance est portée principalement catégorie des travailleurs indépendants (+ 6.52 %) et les employeurs privés (+ 4.01%). Toutefois, la CGSS se prépare à mettre en œuvre des opérations de radiation de masse des cotisants qui (dans certaines conditions encadrées) sur leur compte présentent des taxations d'office répétées.

Figure 2 :



Source : CERC Guadeloupe



CONSTRUCTION



Au deuxième trimestre de l'année 2022, le conflit d'Ukraine, démarré le 24 février, amplifie les difficultés rencontrées dans le secteur de la construction. En effet, ce conflit et les sanctions économiques appliquées à la Russie font s'envoler le cours du gaz naturel, des métaux comme l'aluminium et le cuivre mais aussi celui du pétrole et de tous ses dérivés. Le coût de l'électricité et du carburant ne cesse d'augmenter.

Ces variations influent directement l'augmentation des matériaux qui nécessitent d'être chauffés dans leur processus de fabrication (carrelage, verre, PVC...).

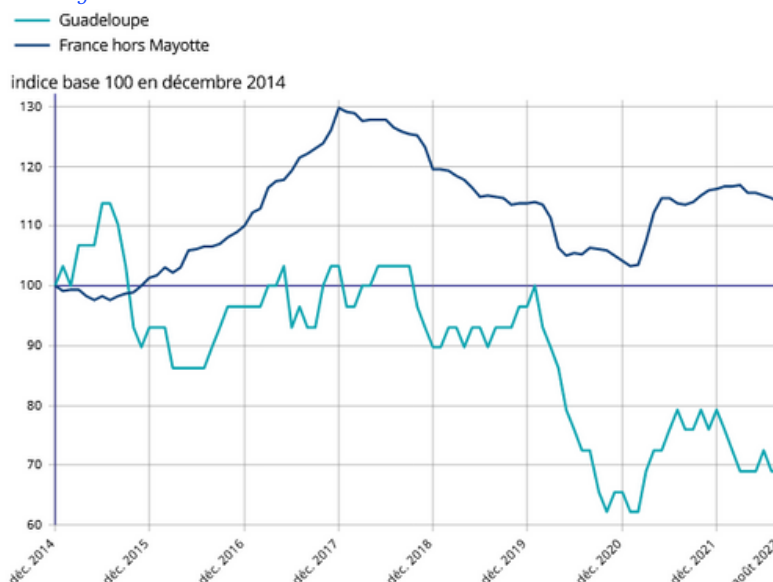
Certains chantiers tournent au ralenti, d'autres peinent à démarrer. Les entreprises sont toujours aussi frileuses pour répondre aux appels d'offres.

La vente de ciment est le reflet de l'activité de la construction. Au premier semestre 2022, ce sont 4 509,23 tonnes de ciment vendues en moins par rapport à l'année 2021 sur la même période (figure 2).

Le plan de résilience mis en place par le gouvernement français pour faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine ne suffit pas aux entreprises.

Quelques chiffres clés : 2 100 logements mis en chantier à fin juin 2022 (- 3,6% d'évolution sur un an)(figure 3), 7 279 salariés à la fin du deuxième trimestre 2022 (+ 3,7 % d'évolution sur un an), 723 intérimaires équivalent temps plein à fin juin 2022 (- 19,3% d'évolution sur un an) et 4 101 demandeurs d'emplois au deuxième trimestre 2022.

Figure 3 : Evolution du nombre de logements commencés



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, Sit@del2.



Au deuxième trimestre 2022, le gouvernement supprime des restrictions mises en place au plus fort de la crise sanitaire.

De manière concomitante, la fréquentation touristique en Guadeloupe est en forte hausse. Les hôtels de Guadeloupe enregistrent 302 800 nuitées, soit une hausse de 17,1 % par rapport au deuxième trimestre 2019 (figure 4). D'une part, les visiteurs sont plus nombreux (+ 10,6 %) et d'autre part, la durée moyenne des séjours par hôtel augmente à 3,5 nuitées contre 3,3 en 2019. Le taux d'occupation des hôtels progresse et atteint 56 %. Le mois de mai est particulièrement bénéfique pour l'hôtellerie qui enregistre une nette progression du volume des nuitées (+ 31 %).

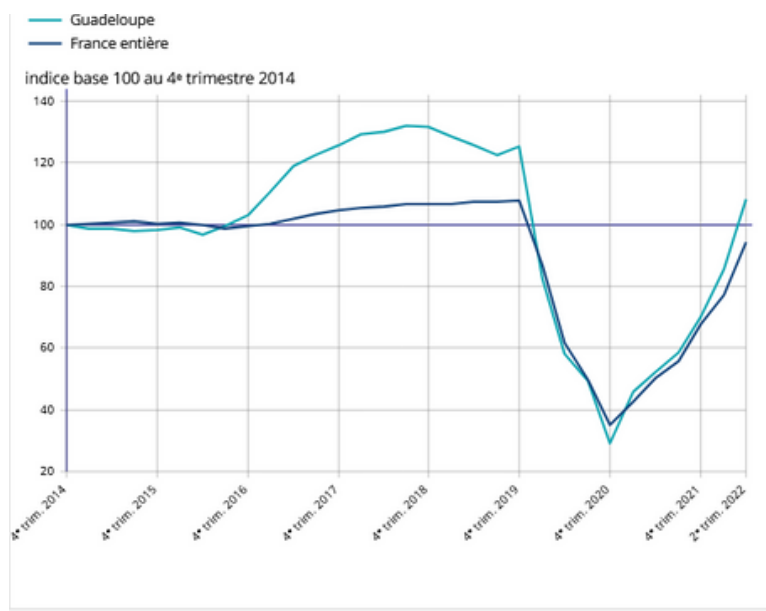
Ce trimestre, les nuitées de la clientèle française sont plus nombreuses de 14 %. Dans le même temps, la fréquentation étrangère rebondit avec un volume de nuitées en hausse de 43 %. La clientèle étrangère est en effet venue plus nombreuse de 15 % et prolonge son séjour d'une nuitée supplémentaire en moyenne. Cette bonne progression de la fréquentation touristique étrangère est essentiellement due aux touristes de l'Amérique du Nord dont le volume des nuitées augmente de 230 %. Cette clientèle en provenance des USA et du Canada représente désormais une nuitée sur trois parmi la clientèle étrangère. Le volume de nuitées de la clientèle européenne est également en forte progression (+ 58 %). Globalement, les nuitées des touristes étrangers représentent 14 % du volume total des nuitées dans l'hôtellerie guadeloupéenne.

La part des nuitées de la clientèle d'affaire est de 20 %, en hausse de 6 points, comparée au second trimestre 2019.

Le Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2022 dans l'hôtellerie progresse en avril et en mai par rapport à la même période de 2019 mais recule légèrement en juin. Dans la restauration le chiffre d'affaires au second trimestre 2022 est supérieur à celui du second trimestre 2019

Le 2ème trimestre 2022 est marqué par des arrivées de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbes plus importantes qu'à la même période en 2021. Entre les mois d'avril et juin 2022, elles ont été multipliées par 2,6 par rapport à l'année antérieure. Face aux données de 2019, on remarque que le niveau d'avant crise se redessine. Au regard de cette année faste, marquée par le million de passagers arrivés en Guadeloupe, on note une baisse de 12 % en 2022. L'évolution du chiffre d'affaires des meublés de tourisme entre 2021 et 2022 pour la période précitée (figure 5) est assez hétérogène. Les communes observant les plus fortes baisses sont Port-Louis et Terre-de-Bas, viennent ensuite celles dont les baisses sont comprises entre 41,1 % et 14,5%. Elles sont dues à un recul du coût moyen des nuitées. Leurs meublés offrent une capacité d'accueil de moins de 2 chambres entraînant un coût de nuitée peu élevé. Parallèlement, les fortes augmentations sont sur les communes de Saint-Louis de Marie-Galante, d'Anse-Bertrand, du Gosier et de Bouillante et Petit-Canal. Les vacances de Pâques et les week-ends prolongés ont permis aux familles de louer des meublés de grandes tailles, justifiant ainsi ces évolutions.

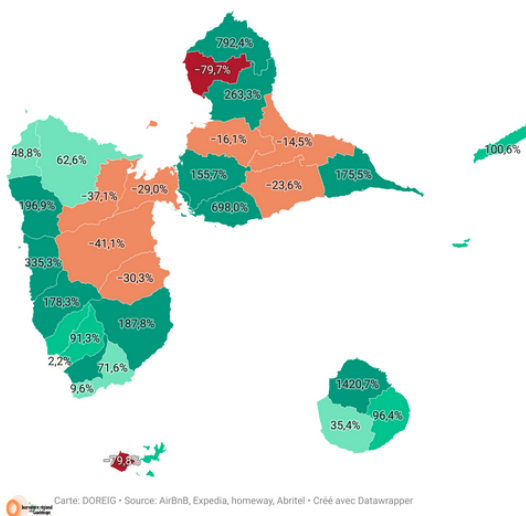
Figure 4 : Evolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2014.

Figure 5 :

Évolution des revenus des meublés de tourisme entre le 2ème trimestre 2021 et le 2ème trimestre 2022



Carte: DOREIG - Source: Airbnb, Expedia, homeway, Aritel - Créé avec Datawrapper

Source : Observatoire Régional de la Guadeloupe



PRESTATIONS SOCIALES





La baisse du nombre d'allocataires du Rsa, amorcée depuis la fin de l'année 2021, se poursuit au deuxième trimestre 2022. Avec un nombre estimé à 42 800 bénéficiaires en Guadeloupe, on enregistre une baisse de 1,4 % comparativement à il y a un an. Les effectifs ont retrouvé leur niveau d'avant crise. Ce recul s'explique par un nombre de sorties du Rsa largement supérieur aux entrées sur ce trimestre. Un tiers des bénéficiaires sont dans le dispositif depuis moins de 2 ans.

Parallèlement, le nombre de bénéficiaires de la Prime d'Activité (Ppa) ne cesse de croître. On en compte près de 30 000 à la fin du second trimestre 2022 soit + 1 % en un an. Cette prestation s'adresse aux travailleurs aux revenus modestes, salariées ou non-salariés. Ainsi, fin juin 2022, la Caf verse à un allocataire en moyenne 198 euros par mois en complément de ses revenus d'activités. De plus, 9 % des allocataires du RSA bénéficient également de la prime d'activité soit environ 3 750 foyers.



EVOLUTION DE L'EMPLOI

En Guadeloupe, le nombre d'emplois salariés s'établit à 124 150 au deuxième trimestre 2022. Les effectifs salariés augmentent ainsi de **+ 1,1 %** par rapport au trimestre précédent (*figure 6*), ce qui représente 1 390 emplois supplémentaires. Cette hausse concerne l'ensemble des grands secteurs d'activité et confirme la bonne orientation du premier trimestre (+ 0,6 %).

Le nombre d'emplois salariés dans le secteur privé augmente de 1,5 % par rapport au premier trimestre. Avec 1 220 salariés en plus, il représente neuf emplois supplémentaires sur dix. Le secteur public, avec 170 nouveaux emplois ce trimestre, (+ 0,4 %), participe aussi à la bonne orientation du marché de l'emploi.

Avec 3 330 créations d'emplois en un an, le niveau de l'emploi salarié est supérieur de 2,8 % à celui du deuxième trimestre 2021.

En France (hors Mayotte), l'emploi salarié progresse également au deuxième trimestre 2022 (+ 0,4 %). Sur un an, les effectifs augmentent de 2,2 %.

Le nombre d'heures rémunérées au deuxième trimestre 2022 en Guadeloupe est supérieur au nombre d'heures rémunérées lors de la même période de 2019 pour l'ensemble des secteurs d'activité.

Le secteur tertiaire marchand (hors intérim) est le principal moteur de la bonne orientation de l'emploi salarié ce trimestre. Les effectifs salariés y augmentent de 1,6 % (*figure 7*). L'hôtellerie, la restauration, les activités scientifiques et techniques et le commerce portent la hausse des effectifs du secteur. Avec cette progression de 810 nouveaux emplois, le secteur emploie 42 % des salariés guadeloupéens, soit 51 800 personnes.

Le nombre de salariés dans le secteur de l'industrie augmente de 2,0 % au deuxième trimestre pour atteindre 9 430 salariés, soit 180 de plus qu'au trimestre précédent. Cette hausse contribue à la bonne dynamique de l'emploi salarié en Guadeloupe.

Les effectifs salariés dans le secteur tertiaire non marchand augmentent de 0,3 % au deuxième trimestre. Le secteur emploie désormais 51 800 salariés, soit 170 de plus qu'au trimestre précédent.

Dans le secteur de la construction, les effectifs salariés augmentent de 1,7 % au deuxième trimestre. Les emplois salariés de la construction sont au nombre de 7 180, soit 120 de plus qu'au trimestre précédent.

L'intérim retrouve la plupart des emplois perdus au premier trimestre. Le nombre d'emplois intérimaires augmente de 4,0 % au deuxième trimestre 2022 (*figure 8*).

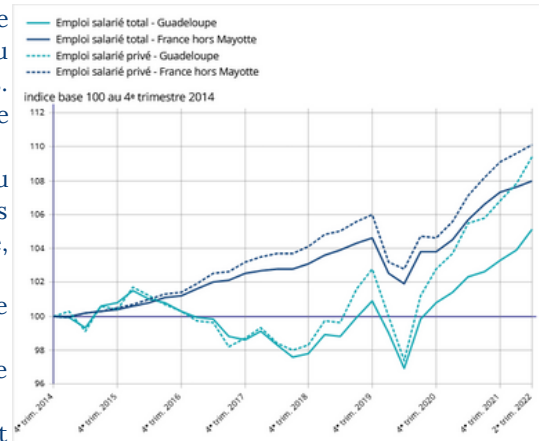
Le secteur de l'intérim emploie 2 370 personnes en Guadeloupe, soit 90 de plus qu'au trimestre précédent. Cependant, le niveau de l'emploi intérimaire est en baisse par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Il recule de 1,6 % sur un an, ce qui représente 40 emplois en moins.

Les principaux secteurs concernés par cette hausse trimestrielle d'emploi en intérim sont les "activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien" (+ 40,8 % par rapport au trimestre précédent ; + 75 emplois supplémentaires), les "Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution" (+12,7 %, + 22 emplois intérimaires), le secteur du "Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles" (+ 4,3 %, + 24 emplois) et les "Activités financières et d'assurance" (+ 46,5 %, + 15 emplois).

Cette hausse ne profite pas à tous les secteurs. Ainsi, la "Construction" perd 45 emplois (- 6,4 %), l'"Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale" perd 12 emplois (- 22,6 %) et les "Autres activités de service" perdent 8 emplois (- 31,8 %).

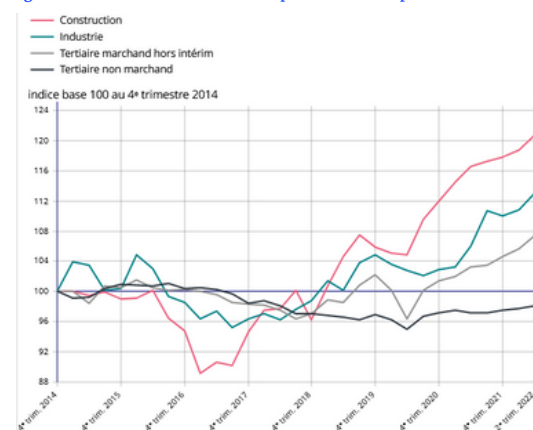
Le secteur de la construction a entamé un repli des emplois en intérim depuis mai 2022 même si la baisse est moins forte au 2ème trimestre 2022. Dans le même temps, le secteur des "Services aux entreprises (Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien)" poursuit sa progression constatée en avril 2022.

Figure 6 : Evolution emploi salarié



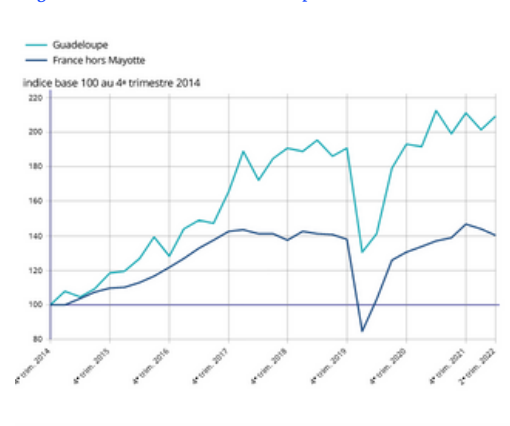
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Figure 7 : Evolution de l'emploi salarié par secteurs



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Figure 8 : Evolution de l'emploi intérimaire



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee



Au 2ème trimestre 2022, en moyenne, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 58 280 en Guadeloupe. Ce nombre est en baisse pour le 7ème trimestre consécutif (figure 9). Sur un an, cela représente une diminution de 4.1% (-8.9% en France hors Mayotte). Cette tendance s'observe également dans l'Hexagone et de façon plus accentuée. Tous les secteurs et tous les publics sont concernés. L'une des principales raisons est la baisse du nombre d'inscriptions à Pôle emploi ce trimestre (-3.9% par rapport au trimestre précédent).

En 2022, la procédure d'actualisation des demandeurs d'emploi est améliorée. Cette évolution est généralisée progressivement à l'ensemble des demandeurs d'emploi au cours de l'année 2022 et est susceptible de modifier la répartition des demandeurs d'emploi entre la catégorie A (sans activité) et les catégories B et C (activité réduite). En Guadeloupe, à l'image des tendances nationales, une hausse des demandeurs d'emploi déclarant une activité tout en maintenant leur inscription à Pôle emploi est constatée, en particulier chez les jeunes.

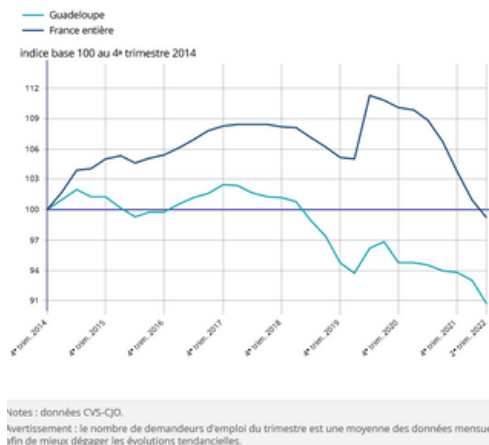
Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est stable et s'établit à **18,5 %** de la population active en Guadeloupe ce trimestre. En France (hors Mayotte), le taux de chômage au deuxième trimestre augmente de 0,1 point et s'établit à 7,4 % de la population active. Sur un an, le taux de chômage en Guadeloupe baisse de 1,1 points. En France (hors Mayotte), il recule de 0,5 point par rapport au deuxième trimestre 2021. (figures 10 et 11).

La diminution depuis le mois de mai du nombre de DPAE (CDD ou CDI) transmises à l'URSSAF se confirme sur l'exercice du mois de juillet 2022. L'évolution sur les trois derniers mois glissant est de - 13.5 %. Ainsi après une forte reprise des embauches depuis le début de l'année 2022. L'indicateur semble revenir à son niveau moyen (2500 DPAE/mois).

A noter : Le plan de reprise du recouvrement forcé sera progressif (Relevés de dettes puis courrier de relance puis Mises en demeure puis titres à l'huissier). Ce plan de reprise s'étalera jusqu'au mois de mars 2023.

Le réseau des Urssaf a déployé suite à la crise COVID, des campagnes de plans d'apurement automatisés, permettant le paiement des dettes de manière échelonnée. A ce jour, plus 20 722 plans d'apurement automatisés ont été proposés aux cotisants Guadeloupéens.

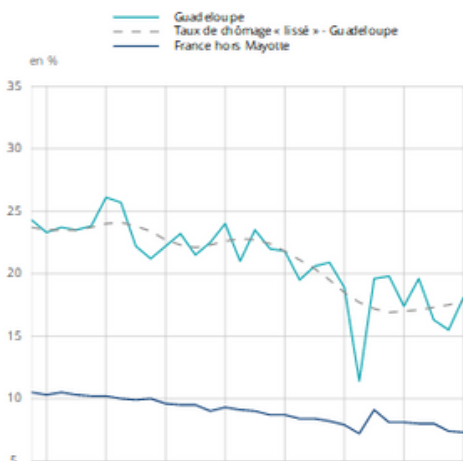
Figure 9 : Demandeurs emploi (A,B,C)



Notes : données CVS-QD. Quotientiellement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

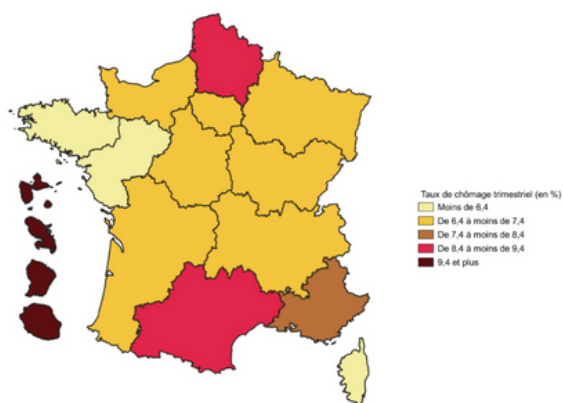
Source : Pole emploi - Dares, STMT

Figure 10 : Taux de chômage localisé



Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés

Figure 11 : Taux de chômage par région



Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisés



ÉVOLUTION DES FINANCES LOCALES EN 2021



Sur 24 des 32 communes de Guadeloupe dont les budgets principaux ont pu être analysés en 2021 par l'Agence Française de Développement, un tiers des communes sont en déficit. Une amélioration des niveaux d'épargne a été observée sur l'échantillon étudié (+9 M€ en 2021 contre - 11 M€ en 2020). Le niveau d'investissement reste faible et diminue en 2021. Les investissements demeurent fortement subventionnés (60 % en 2021 contre 65 % en 2020). Le recours à l'endettement est en légère baisse en lien aux capacités d'emprunt des collectivités. On constate également une absence de Fonds De Roulement, ponctionné pour boucler le financement des investissements antérieurs.

En 2021, les Recettes Réelles de Fonctionnement sont en augmentation par rapport à l'année 2020 sur le périmètre étudié (+ 4 %). Par ailleurs, on observe globalement une tendance à la hausse sur la période observée 2009-2021 (+ 2 % par an en moyenne).

Plusieurs facteurs sont liés à l'augmentation des RRF entre 2020 et 2021 :

- Suite à une baisse de 2% en 2020, les recettes fiscales ressortent en hausse de 5% sur l'exercice 2021, grâce à une forte évolution des recettes issues de l'octroi de mer (+10 %), conjuguées à celles des contributions directes (+3 %) et de la taxe sur les carburants (+3 %). En revanche, les recettes liées aux autres recettes fiscales sont en légère baisse (- 4 %).

- Une stagnation des dotations et participations sur les deux derniers exercices. Depuis une dizaine d'année, l'érosion de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) se poursuit. Malgré la stabilité de l'enveloppe nationale de DGF depuis 2018, les communes continuent de voir leur dotation forfaitaire diminuer du fait de l'écrêtement destiné à financer la péréquation. La baisse continue de la DGF est insuffisamment compensée par la hausse des taux d'imposition et de l'Octroi de mer face aux dépenses constatées. Sur l'échantillon étudié en 2021, la DGF ressort en hausse de +2 %.

Le poids des recettes fiscales dans les RRF se stabilise à 76 %, de même que le poids des contributions directes qui stagnent à 39 % par rapport à l'exercice 2020. Il est donc important de noter que la suppression de la TH fait peser des risques sur l'autonomie fiscale des collectivités.

Par ailleurs, les RRF ont une forte sensibilité aux perturbations des produits issus de la fiscalité indirecte (octroi de mer et la taxe sur les carburants) en raison de leur poids important dans les RRF (46 %). L'octroi de mer et la taxe spéciale de consommation sur les carburants (TSC) constituent une part significative des recettes des collectivités guadeloupéennes. En revanche, on observe une légère diminution du poids des dotations dans les RRF qui passe de 19 % à 18 %.

Les Dépenses Réelles de Fonctionnement sont en légère hausse sur l'exercice 2021 (+ 1,3 %), grâce aux légères augmentations des charges de personnel (+ 0,4 %) et des charges de gestion courante (+ 0,7 %). On remarque cependant une diminution des charges à caractère général (- 3,6 %). Globalement il est constaté une masse salariale qui pèse durablement sur les DRF et sur les niveaux d'épargne des communes. Sur la période 2009-2021, les charges de personnel sont en hausse de 3 % par an en moyenne. Sur l'exercice 2021, elles poursuivent leur hausse en raison des avancements, aux promotions internes, au GVT, ...

A noter que certaines collectivités ont eu des hausses de leurs dépenses de personnel dans le cadre de la revalorisation du régime indemnitaire, le protocole PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), l'évolution liée au statut, ..., suite aux grèves qui ont touché les communes entre 2019 et 2020.

La pandémie de la Covid-19 n'avait pas causé, depuis 2020 d'augmentation des dépenses de fonctionnement des collectivités. Pour rappel, les coûts supplémentaires occasionnés par la crise sanitaire ayant été compensés par la forte baisse des dépenses non engagées liées à l'arrêt de certaines activités et les prestations de services, et l'annulation de manifestations durant le confinement et la période post-confinement.

Les niveaux d'épargne des collectivités guadeloupéennes s'améliorent sur l'exercice 2021 en raison de l'effet ciseau de la section de fonctionnement. En effet, les RRF affichent une hausse plus rapide (+4 %) et particulièrement des recettes fiscales indirectes (+13 %), tandis que les DRF augmentent légèrement de 1,3 %. Les taux d'épargne retrouvent leur niveau de l'exercice 2019, avant la pandémie de la Covid-19.

Le taux d'épargne de gestion augmente légèrement pour atteindre 7 %. Les taux d'épargne nette augmentent également sur l'exercice 2021 et redeviennent positifs, passant de - 2% à 2 %.

A l'instar de l'exercice 2019, l'épargne brute des collectivités guadeloupéennes assure à nouveau la couverture du service de la dette sur l'exercice 2021 et participe au financement « en propre » des investissements. Les investissements diminuent face à l'érosion des sources de financement (faiblesse des niveaux d'épargne, absence des réserves par l'accumulation de déficits des sections de fonctionnement, faiblesse de la capacité d'emprunt). Les dépenses d'investissement par habitant augmentent légèrement sur les 2 derniers exercices, passant de 248 €/hab en 2020 à 257 €/hab en 2021, sur l'échantillon étudié. Il est à noter que l'évolution des investissements constatée est, en partie, liée à des reports annuels de nombreuses opérations et un délai de réalisation plus long.

Il existe une forte corrélation entre le niveau des dépenses d'investissement et les subventions perçues par les communes (60 % des RRI), en raison de la faiblesse des capacités d'autofinancement et à l'absence de réserves des collectivités guadeloupéennes. Elles sont donc contraintes de diminuer, d'une part, leurs dépenses d'investissement et, d'autre part, de porter leur choix sur des investissements fortement subventionnés. Les recettes d'investissement diminuent fortement en 2021 (- 23%). Elles sont constituées à 60% de subventions d'investissement et de 23% d'emprunts nouveaux.

L'endettement est en baisse sur l'échantillon observé en raison de la faiblesse des niveaux d'épargne et de la faible capacité d'endettement globale.

L'encours de dette par habitant reste élevé en 2021. Il ressort à 1 135 €/hab. en 2021 contre 894 €/hab. en 2020.

Pour en savoir plus

Note de conjoncture / Insee :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6473462>



Emploi et taux de chômage régionaux / Insee :

EMPLOI SALARIÉ - DEUXIÈME TRIMESTRE 2022

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6527119>

Tendances conjoncturelles / IEDOM :

<https://www.iedom.fr/guadeloupe/publications/publications-economiques-et-fin-conjoncture-economique/tendances-conjoncturelles-trimestrielles/>



Note Conjoncture Emploi-Marché du travail / DEETS :

<https://guadeloupe.deets.gouv.fr/note-de-conjoncture-emploi-marche-du-travail-2ieme-trimestre-2022>



Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

Note Conjoncture / CERC :

<https://www.cerc-guadeloupe.fr>

rubrique « Tableaux de bord de conjoncture »



Cafdata, l'open data des allocations familiales / CAF :

<http://data.caf.fr/site/>



AGENDA

NOVEMBRE 2022 : Publication " Le tourisme en Guadeloupe"

Étude "Observatoire Régional de la Guadeloupe /Insee Guadeloupe"

JANVIER 2023 : Publication du Communiqué RCG N°3

Conjoncture économique troisième trimestre 2022

AVRIL 2023 : Présentation de la conjoncture économique du quatrième trimestre 2022

2nde session plénière "Les Rendez-vous de la Conjoncture Guadeloupéenne"

LES RENDEZ-VOUS DE LA CONJONCTURE GUADELOUPÉENNE

Le dispositif « **Les Rendez-vous de la Conjoncture Guadeloupéenne** » (RCG) est un réseau d'experts de la conjoncture régionale animé par l'Insee et constitué de l'AFD, la CAF, la CCI, la CERCG, la CGSS, la DEETS, l'IEDOM, l'Observatoire Économique de la Région et Pôle Emploi.

Ce réseau a pour vocation d'élaborer des diagnostics conjoncturels partagés en confrontant les données et les analyses dans les domaines de l'économie, l'emploi et sur le marché du travail.

Il s'agit également d'un lieu d'échanges – ouvert aux acteurs de l'économie et du social en région – sur les statistiques conjoncturelles comme sur les aspects méthodologiques, et de construction de connaissances partenariales et multi-thématiques.

Par le caractère opérationnel de ses productions, **RCG** a également pour objectif de répondre aux besoins des décideurs en éclairant les évolutions économiques de court et moyen termes en région et dans les territoires infra-régionaux.

RCG c'est chaque trimestre :

- Une concertation des experts
- Une diffusion du communiqué

chaque semestre :

- Une session plénière ouverte aux acteurs locaux



Les membres du réseau RCG :

